

5.4 Revenus des ménages

En 2016, le **revenu disponible brut (RDB)** des ménages augmente de 1,7 % en valeur, après + 1,1 % en 2015. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale baisse (- 0,1 %) pour la première fois depuis 2009, si bien que le **pouvoir d'achat** du RDB connaît sa plus forte hausse (+ 1,8 %) depuis 2007. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel, c'est-à-dire par **unité de consommation**, accélère nettement (+ 1,4 %, après + 0,4 % en 2015). La progression du RDB est d'abord imputable aux revenus nets d'activité (avec une contribution de + 1,2 point, après + 0,9 point en 2015), puis aux **prestations sociales** en espèces (contribution de + 0,6 point), tandis que la contribution des revenus du patrimoine est nulle. Les impôts courants pèsent légèrement à la baisse sur le RDB, comme les années précédentes.

Les salaires nets perçus par les ménages progressent plus vite qu'en 2015 (+ 1,9 %, après + 1,4 %) en raison de la meilleure tenue de l'emploi salarié (+ 0,7 %, après + 0,3 % en 2015) et d'une croissance du salaire moyen par tête (+ 1,2 %) proche de celle de 2015 (+ 1,1 %). Après avoir chuté de 15 % entre 2008 et 2014, le revenu mixte net des entrepreneurs individuels augmente pour la deuxième année consécutive (+ 2,5 % en 2015 et 2016) dans un contexte où leurs cotisations sociales baissent (- 0,6 %, après - 1,6 % en 2015).

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages accélèrent légèrement (+ 1,8 %), après quatre années de ralentissement. Les dépenses d'indemnisation du chômage continuent de croître sous l'effet notamment d'une hausse du taux de couverture par l'assurance chômage. En revanche, les prestations familiales se replient, sous l'effet d'une baisse de la natalité et de la modulation des allocations familiales en fonction des revenus mise en place au cours de l'année 2015, qui joue en année pleine en 2016. Le gel des pensions de retraite contient la progression des prestations vieillesse, alors que la hausse des dépenses d'assurance maladie respecte l'objectif national fixé pour 2016 (+ 1,8 %).

La stabilité des revenus du patrimoine des ménages est le résultat de deux évolutions contraires : les loyers (réels et imputés) reçus par les ménages progressent au même rythme qu'en 2015 (+ 2,1 %, après + 2,2 %), tandis que les revenus nets de la propriété chutent (- 3,2 %). Cette baisse tient essentiellement à la forte diminution, pour la troisième année consécutive, des revenus tirés de leurs placements en assurance-vie. Les dividendes perçus par les ménages sont stables, alors que les intérêts reçus et versés par les ménages se replient sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine ralentissent quant à eux légèrement (+ 1,1 %, après + 1,7 % en 2015). ■

Définitions

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

Revenu primaire : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers, etc.).

Déflateur, prestations sociales (ou transferts sociaux), revenu disponible brut des ménages (RDB), unité de consommation : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.
- « Le revenu réel des ménages par habitant en baisse dans la zone euro mais en hausse dans l'UE28 », *communiqué de presse n° 73*, Eurostat, avril 2017.
- « Revenus d'activité des non-salariés en 2014 », *Insee Première n° 1627*, décembre 2016.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Revenu disponible brut des ménages

en milliards d'euros

	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (r)	2016
Salaires et traitements bruts	777,2	795,3	811,5	820,8	832,5	845,1	862,1
Cotisations sociales à la charge des salariés	103,4	104,6	108,8	113,8	117,5	120,4	124,0
Salaires et traitements nets	673,8	690,7	702,7	707,1	715,0	724,7	738,1
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	419,4	428,9	445,1	458,2	469,1	476,0	484,6
Revenus salariaux et sociaux	1 093,2	1 119,6	1 147,8	1 165,3	1 184,1	1 200,7	1 222,8
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	280,9	286,6	289,8	286,9	290,3	295,8	301,7
Cotisations des non salariés	28,1	27,8	29,1	30,3	31,0	30,6	30,4
Revenu disponible brut (RDB)	1 285,4	1 311,4	1 318,3	1 321,9	1 338,5	1 353,3	1 377,0

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat des ménages

en %

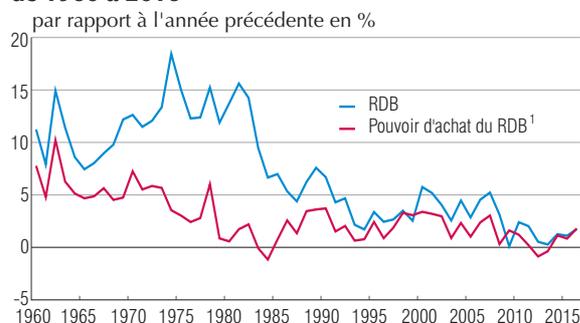
	10/09	11/10	12/11	13/12 (r)	14/13 (r)	15/14 (r)	16/15
Revenu disponible brut (RDB)	2,4	2,0	0,5	0,3	1,3	1,1	1,7
Évolution de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages	1,2	1,8	1,4	0,6	0,1	0,3	-0,1
Pouvoir d'achat du RDB ¹	1,2	0,2	-0,9	-0,4	1,1	0,8	1,8
Pouvoir d'achat par personne	0,7	-0,3	-1,4	-0,9	0,6	0,4	1,4
Pouvoir d'achat par ménage	0,3	-0,7	-1,7	-1,2	0,3	0,2	1,2
Pouvoir d'achat par unité de consommation	0,6	-0,4	-1,5	-1,0	0,5	0,4	1,4
Population moyenne	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Nombre de ménages	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,6
Nombre d'unités de consommation	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	0,4

1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

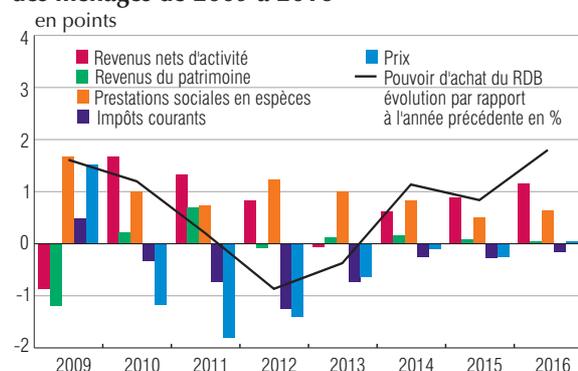
Évolution du RDB et du pouvoir d'achat des ménages de 1960 à 2016



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages de 2009 à 2016



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Revenu disponible des ménages par habitant dans l'UE en 2015

	Revenu médian ¹			Revenu médian ¹			Revenu médian ¹	
	en euros	en SPA ²		en euros	en SPA ²		en euros	en SPA ²
Allemagne	20 668	20 365	France	21 415	19 885	Pologne	5 556	9 950
Autriche	23 260	21 981	Grèce	7 520	8 802	Portugal	8 435	10 317
Belgique	21 654	19 921	Hongrie	4 556	7 919	Rép. tchèque	7 423	11 652
Bulgarie	3 332	6 882	Irlande	21 688	17 704	Roumanie	2 315	4 357
Chypre	13 793	15 313	Italie	15 846	15 395	Royaume-Uni	20 945	17 712
Croatie	5 453	8 253	Lettonie	5 828	8 092	Slovaquie	6 930	10 220
Danemark	28 364	20 384	Lituanie	5 180	8 251	Slovénie	12 332	15 102
Espagne	13 352	14 463	Luxembourg	35 270	29 285	Suède	26 640	21 216
Estonie	7 889	10 432	Malte	13 493	16 681	UE	16 153	...
Finlande	23 763	19 430	Pays-Bas	21 292	19 387			

1. Revenu par unité de consommation.

2. Standard de pouvoir d'achat : unité monétaire artificielle utilisée pour neutraliser les différences de niveaux de prix entre les pays.

Note : revenu annuel.

Source : Eurostat (extraction du 5 juillet 2017).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

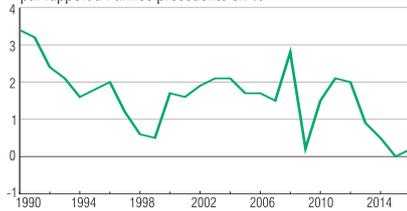
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales